

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 26/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LEPICARD AGRICULTURE

Rue Jacques Ferny
02 32 70 41 70
76760 Yerville

Références : 61.2025.25
Code AIOT : 0005302924

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2025 dans l'établissement LEPICARD AGRICULTURE implanté Route de Falaise 61160 Trun. L'inspection a été annoncée le 20/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEPICARD AGRICULTURE
- Route de Falaise 61160 Trun
- Code AIOT : 0005302924
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LEPICARD AGRICULTURE exploite une installation de stockage de céréales sur la commune de Trun.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 01/12/2009.

Le thème de la visite est le risque d'incendie et d'explosion de poussières de céréales.

Un point a été réalisé sur le suivi des actions mises en œuvre suite à l'incendie du 05/10/2024.

L'objectif de cette visite était de récolter les prescriptions de l'AP du 01/12/2009, par sondage.

Durant la visite, les installations contrôlées sont l'ensemble du site et l'extérieur (côté Ouest).

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des installations classées	Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Séchoirs mobiles - Implantation	Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 1.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du site	Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 8.6.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Stratégies d'intervention - procédures	Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 8.6.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Programme d'entretien des dispositifs de détection et d'asservissement	Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 9.1.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Contrôle des dispositifs de sécurité des appareils de manutention	Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 9.1.3.2	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Installation de	Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 9.1.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure,	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	dépoussiérage - contrôle annuel des débits d'air		respect de prescription	
18	Sondes thermométriques - Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 1.3.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rubrique n°1510 - Etat des matières stockées du jour	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.	Sans objet
4	Etat des stocks des substances dangereuses - mise à jour	Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 8.2.1	Sans objet
5	Etat des stocks des engrais du jour	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 9.2.2	Sans objet
6	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
7	Plan de formation du personnel et périodicité de renouvellement	Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 8.4.3	Sans objet
8	Permis relatif aux travaux d'entretien et de maintenance	Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 8.4.4	Sans objet
9	Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 8.4.4.1	Sans objet
15	Registre de nettoyage	Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 9.1.3.4	Sans objet
16	Relevé des températures	Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 9.1.3.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
17	Procédure interne de surveillance et d'enregistrement des températures	Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 9.1.3.6	Sans objet
19	Incident 2024 - Suivi des mesures mises en œuvre	Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 2.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats suivants font l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure proposé à Monsieur le préfet de l'Eure à l'encontre de la société LEPICARD AGRICULTURE:

Entretien et contrôles des dispositifs de détection et d'asservissement

- Absence de programme de maintenance des dispositifs de détection et d'asservissement
L'exploitant établira un programme de maintenance de ces dispositifs de détection et d'asservissement, spécifiant la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel conformément à l'article 9.1.3.2 de son arrêté préfectoral du 01/12/2009[délai : 1 mois].

- Absence de contrôles et de tests des dispositifs de détection et d'asservissement des appareils de manutention
L'exploitant procédera aux contrôles et aux tests des dispositifs de détection et d'asservissement des appareils de manutention conformément à l'article 9.1.3.2 de son arrêté préfectoral du 01/12/2009 [délai : 1 mois].

Dans ce cadre, Il communiquera le rapport de contrôle des dispositifs de détection et d'asservissement et le résultat des tests réalisés pour ces dispositifs.

Mesure annuelle des débits d'air pour l'installation de dépoussiérage

- Absence de réalisation d'une mesure annuelle des débits d'air pour l'installation de dépoussiérage.

L'exploitant procédera à la mesure des débits d'air pour son installation de dépoussiérage **[délai : 2 mois]**.

Sondes thermométriques

- Le nombre de capteurs de température relatifs aux sondes thermométriques, installées dans les cellules de stockage des céréales du silo n'est pas conforme au nombre de capteurs caractérisés dans l'étude de dangers de 2009. Les sondes de température devaient comporter 8 capteurs de température alors qu'elles sont munies actuellement que de 6 capteurs.

L'exploitant mettra en conformité sa silothermométrie conformément à son étude de dangers afin de disposer de 8 capteurs de température pour ces sondes **[délai: 2 mois]**.

Autres constats

Procédures

L'exploitant formalisera une procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) pour le site de Trun **[délai : 1 mois]**.

L'exploitant formalisera une procédure sur la stratégie d'intervention en cas d'accident **[délai : 1 mois]**.

L'exploitant formalisera une procédure d'auto-échauffement **[délai : 1 mois]**.

Demande de bénéfice des droits acquis relative à la rubrique n°1510

Pour actualiser le classement ICPE de son site, en vue de la mise à jour de l'arrêté préfectoral de la société LEPICARD AGRICULTURE du 01/12/2009, l'exploitant vérifiera si le classement du bâtiment de stockage de matières, produits combustibles visé dans sa demande d'antériorité du 30/12/2021 est concerné par la législation des ICPE. Il vérifiera et confirmera que ce bâtiment de stockage n'est pas classé à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n°1510.

Dans ce cadre, il transmettra le classement de son bâtiment de stockage de matières combustibles visé dans son courrier du 30/12/2021, en s'appuyant sur le logigramme de la question I.2.9 du guide de l'application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (version révisée - juin 2024) **[délai : 15 jours]**.

Si cette installation de stockage de matières combustibles n°1510 ne relève pas de la législation des installations classées, l'exploitant n'aura pas l'obligation de réaliser un bilan de conformité associé à un plan d'actions pour cette installation.

Dans ce cadre, l'exploitant informera l'inspection de la décision prise concernant sa demande d'antériorité, du 30/12/2021.

Séchoirs mobiles

L'exploitant justifiera que l'installation des séchoirs mobiles est telle qu'elle limite les risques de propagation des effets d'un incident sur cette même installation aux installations de stockage de l'établissement conformément à l'article 8.3.7 de l'AP du 01/12/2009, **sous 1 mois**.

Plans du site

L'exploitant transmettra le plan des moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site (avec une échelle) **[délai : 15 jours]**.

L'exploitant mettra à jour le plan des installations du site mentionnant l'implantation des séchoirs mobiles **[délai: 1 mois]**.

Ce plan comportera une échelle visant à apprécier notamment les distances d'implantation des séchoirs par rapport aux installations/ouvrages existants.

Le plan des phénomènes dangereux sera à actualiser pour prendre en compte les phénomènes dangereux liés aux séchoirs mobiles, implantés sur le site **[délai: 1 mois]**.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Evolution des installations ICPE
Prescription contrôlée : Evolution de la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE
Constats : Evolution de la liste des ICPE Lors de la visite du 07/02/2024, l'exploitant a indiqué que le site n'a pas fait l'objet d'évolution concernant les installations existantes, depuis la visite d'inspection du 02/04/2021.

Courrier LEPICARD AGRICULTURE du 30/12/2021

Par courrier du 30/12/2021, suite à la parution du décret n°2020-1169 du 24/09/2020, la société LEPICARD AGRICULTURE a transmis une déclaration du bénéfice des droits acquis relative à la rubrique 1510.

L'exploitant a déclaré un volume égal à 5 000 m³, pour cette rubrique, classée à déclaration avec contrôle périodique.

En séance, l'inspection a fait le point sur les échéances réglementaires applicables au site, en référence à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié.

D'après les indications de l'exploitant, l'installation visée par la rubrique 1510 est le bâtiment de stockage couvert, au droit du silo vertical.

L'exploitant précise qu'il n'a pas réalisé le bilan de conformité pour cette rubrique n°1510, suite à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié.

L'inspection a fait également un point avec l'exploitant sur le classement de cette rubrique n°1510, visée dans son courrier du 30/12/2021, en référence au guide de l'application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (version révisée - juin 2024).

Elle a rappelé que la question I.2.9 du guide de l'application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (version révisée - juin 2024) explicite la manière dont est articulée les installations relevant de la rubrique n°2160 et celles classées sous la rubrique n°1510.

D'après la première analyse de l'exploitant, l'installation n°1510 visée dans son courrier du 30/12/2021 ne serait pas une installation, soumise à la législation des ICPE car le stockage de matières, présentes dans la partie du bâtiment du silo visé est du stockage en big bag et non du stockage en vrac de céréales.

Ainsi, l'exploitant indique qu'il va probablement demander à l'inspection le déclassement de cette rubrique au regard des éléments échangés durant la visite.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté l'absence de stockage de céréales en vrac, la présence de big bag pleins, entreposés sur des palettes, de films, de ficelles... dans un bâtiment couvert et fermé, au droit du silo vertical.

La quantité de matières combustibles (palettes en bois, plastique) était inférieure à 500 t.

L'inspection a constaté que ce bâtiment de stockage est équipé de trappes de désenfumage.

L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des exutoires de fumées pour le site, du 29/04/2024.

Rapport sur les besoins en eau, d'août 2021

L'exploitant a transmis une étude concernant le calcul des besoins en eau selon la règle D9, en 2021.

c.f: partie confidentielle

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de bénéfice des droits acquis relative à la rubrique n° 1510

L'exploitant vérifiera si le classement du bâtiment de stockage de matières, produits combustibles visé dans sa demande d'antériorité du 30/12/2021 est concerné par la législation des ICPE. Il vérifiera et confirmera que ce bâtiment de stockage n'est pas classé à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n°1510.

Dans ce cadre, il transmettra le classement de son bâtiment de stockage de matières combustibles visé dans son courrier du 30/12/2021, en s'appuyant sur le logigramme de la question I.2.9 du guide de l'application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (version révisée - juin 2024)[**délai : 15 jours**].

Si cette installation de stockage de matières combustibles n°1510 ne relève pas de la législation des installations classées, l'exploitant n'aura pas l'obligation de réaliser un bilan de conformité associé à un plan d'actions pour cette installation.

Dans ce cadre, l'exploitant informera l'inspection de la décision prise concernant sa demande d'antériorité, du 30/12/2021.

Plan des moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant transmettra le plan des moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site (avec une échelle), **sous 1 délai de 15 jours**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Séchoirs mobiles - Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 1.2.2

Thème(s) : Situation administrative, Séchoirs mobiles

Prescription contrôlée :

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- 1 silo vertical d'une capacité de 17 466 m³ constitué de :
- 8 cellules métalliques verticales de section carrée d'une capacité totale de 17 066 m³,
- 8 boisseaux d'une capacité totale de 400 m³,
- 1 tour de manutention ;
- 1 silo à plat d'une capacité totale de 10 115 m³;
- 10 cases d'approvisionnement couverte d'une capacité totale de 2133 m³;
- 1 aire extérieure couverte (située entre le silo vertical et les cases d'approvisionnement) d'une capacité de 1333 m³;
- 1 local de stockage et de vente de produits phytosanitaires ;
- 1 local de stockage et de vente d'aliments pour bétail ;
- 2 citernes de stockage de solution azotée d'une capacité totale de 140 m³;
- 1 citerne de fuel aérienne d'une capacité de 1000 litres associée à un pistolet de distribution de carburant ;
- locaux administratifs et vestiaires.

Constats :

En séance, l'exploitant déclare que le site est équipé de 2 séchoirs mobiles.

D'après la consistance des installations classées et connexes définies à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 01/12/2009, l'inspection note que ces 2 séchoirs ne figurent pas dans le descriptif des installations de cet AP.

Le plan schématique des installations en annexe de l'arrêté préfectoral du 01/12/2009 ne mentionne pas l'existence de ces deux séchoirs.

Ce plan n'a donc pas été mis à jour, suite à l'implantation de ces séchoirs mobiles.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence de ces deux séchoirs mobiles, situés à l'Ouest du site. Ces séchoirs sont réglementés par les dispositions de l'article 8.3.7 de l'arrêté du 01/12/2009.

Classement ICPE des séchoirs

Selon les déclarations de l'exploitant, le séchage des céréales est effectué par contact direct en lien avec l'activité du silo de stockage des céréales.

Ces séchoirs sont donc classés au titre de la rubrique n°2160 (Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières), d'après la note du ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, du 26/07/2023.

Les matières végétales séchées dans le séchoir sont notamment le colza.

Emplacement des séchoirs

L'exploitant justifiera que l'installation des séchoirs mobiles est telle qu'elle limite les risques de propagation des effets d'un incident sur cette même installation aux installations de stockage de l'établissement conformément à l'article 8.3.7 de l'AP du 01/12/2009.

L'exploitant n'a pas répertorié les phénomènes dangereux susceptibles d'apparaître, suite à l'installation des séchoirs mobiles.

Le plan des phénomènes dangereux des installations sera à actualiser pour prendre en compte les phénomènes dangereux liés à l'existence des séchoirs mobiles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra à jour le plan des installations du site mentionnant l'implantation des séchoirs mobiles, **sous 1 mois**.

Ce plan comportera une échelle visant à apprécier notamment les distances d'implantation des séchoirs par rapport aux installations/ouvrages existants.

L'exploitant justifiera que l'installation des séchoirs mobiles est telle qu'elle limite les risques de propagation des effets d'un incident sur cette même installation aux installations de stockage de l'établissement conformément à l'article 8.3.7 de l'AP du 01/12/2009, **sous 1 mois**.

Le plan des phénomènes dangereux des installations sera à actualiser pour prendre en compte les phénomènes dangereux liés à l'existence des séchoirs mobiles, **sous 1 mois**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Rubrique n°1510 - Etat des matières stockées du jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.

Thème(s) : Risques accidentels, Installation 1510

Prescription contrôlée :

« II. Dispositions applicables aux installations à déclaration :

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.

« L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

« Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »

Constats :

L'exploitant a présenté un état du jour des matières, produits combustibles relevant de la rubrique n°1510. Cet état mentionne une liste de produits (produits, bigs bag, palettes, films,...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des stocks des substances dangereuses - mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks du jour des substances dangereuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté l'état des stocks du jour des substances/produits dangereux présents dans l'établissement.</p> <p>Cet état précise la quantité et l'état physique (liquide ou solide) des produits par rubrique ICPE.</p> <p>L'emplacement des substances n'est pas précisé sur l'état des stocks consulté mais l'exploitant a présenté le plan de stockage des produits dangereux du site.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence d'un plan de stockage mentionnant les incompatibilités entre les produits, affiché à l'entrée du bâtiment de stockage des produits phytosanitaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complètera l'état des stocks des produits dangereux du jour, extrait de son logiciel de gestion des stocks afin de contrôler plus aisément les quantités et l'emplacement des produits stockés sur le site, lors de l'édition d'un état des stocks du jour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks des engrais du jour

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 9.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks des engrais
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il tient à jour un état précis des stocks et de la répartition des produits dans les différentes installations de stockage, qui sont identifiées de manière visible. Un état des stocks précis et</p>

facilement exploitable par des services de secours est disponible à l'extérieur à tout instant.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté l'état des stocks du jour des engrais.</p> <p>Cet état des stocks du jour précise la quantité d'engrais présents pour chaque rubrique ICPE et leur état physique.</p> <p>Toutefois, l'inspection note que les engrais azotés ne figurent pas dans l'état des stocks du jour alors que la cuve de stockage d'engrais azotés n'était pas vide, le jour de la visite.</p> <p>Par courriel du 14/02/2025, l'exploitant a indiqué que l'absence d'informations concernant la quantité d'engrais azotés stockés sur le site résulte d'une erreur de paramétrage du logiciel des stocks.</p> <p>Il a transmis un état des stocks mentionnant le stockage des engrais azotés, classés sous la rubrique n°2175 (impression du 13/02/2025).</p> <p>L'emplacement des engrais figurant dans l'état des stocks du jour n'est pas précisé sur ce document. Toutefois, l'exploitant a présenté le plan de stockage des engrais visant à repérer l'emplacement de ces produits.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que le nom des engrais était mentionné de manière lisible, au niveau des cellules de stockage des engrais, stockés en vrac sauf pour une case. En effet pour celle-ci l'affichage du nom de l'engrais avait été effacé à cause de la pluie qui tombait durant la visite.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il décalera le panneau d'affichage afin de le protéger de la pluie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complètera l'état des stocks du jour des engrais, extrait de son logiciel de gestion des stocks afin de contrôler plus aisément les quantités et l'emplacement de ces produits sur le site, lors de l'édition d'un état des stocks du jour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Lettre de mission du responsable du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p>

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas présenté la lettre de mission du responsable de silo.

Il a précisé que c'est le service des Ressources Humaines qui disposent de ce document.

Il s'est engagé à transmettre la lettre de mission du responsable du dépôt.

Par mail du 12/02/2025, l'exploitant a transmis la lettre de mission du responsable du dépôt, en date du 01/01/2021.

Le responsable du dépôt a suivi une formation sur la conduite du séchage des céréales, en 2016 qui a été renouvelée, en 2023.

Il dispose d'une habilitation électrique, renouvelée, en 2023.

En 2024, il a participé à une formation (réunion) sur les produits phyto.

Il participe à la réunion annuelle à destination du personnel (réunion moisson).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan de formation du personnel et périodicité de renouvellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 8.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour du plan de formation

Prescription contrôlée :

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

Constats :

L'exploitant déclare que le personnel du silo est composé d'un responsable, secondé par son adjointe et de 2 magasiniers.

Il précise que le site fait appel à des saisonniers qui sont sensibilisés à l'activité des silos.

L'exploitant indique que l'ensemble du personnel du silo a suivi une formation sur les risques relatifs aux silos de stockage des céréales. Il ajoute que le personnel dispose de certificats pour les engrais et les produits phytosanitaires.

Toutefois, le jour de la visite, l'exploitant n'a pas présenté le plan de formation du personnel du silo car selon ses déclarations, ce document est géré par le service des Ressources Humaines.

L'exploitant a présenté à l'inspection un exemple de support de formation à destination du personnel du silo et des saisonniers.

Par mail du 12/02/2025, l'exploitant a transmis le plan de formation du responsable du dépôt.

Ce plan indique la fréquence de renouvellement des formations suivies.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Permis relatif aux travaux d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 8.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Enregistrement des permis

Prescription contrôlée :

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Constats :

L'exploitant précise qu'un plan de prévention est établi chaque année.

L'inspection a consulté le plan annuel de prévention du site pour l'année 2024.

L'exploitant précise qu'il y a très peu de travaux sur le site.

Le dernier permis de travail délivré concernerait les travaux relatifs à l'implantation de la liaison entre le séchoir et le silo, il y a plus de 2 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 8.4.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Enregistrement des permis de feu

Prescription contrôlée :

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » ainsi que la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » ainsi que la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance ;
- la durée de validité ;
- la nature des dangers ;
- le type de matériel pouvant être utilisé ;
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ;
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

Pour les interventions par points chauds dans les silos, l'exploitant s'assure de l'arrêt total de l'ensemble des moyens de manutention et d'aspiration pendant toute phase de maintenance ou de modification d'une installation. Les zones dans lesquelles ont lieu les travaux sont entièrement dépoussiérées à l'intérieur d'un périmètre suffisant défini par l'exploitant dans le permis de feu délivré pour l'occasion.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Constats :

L'inspection a consulté par sondage les permis de feu délivrés sur le site.

L'exploitant précise qu'il utilisait d'anciens modèles de permis de feu qui n'indiquaient pas la mention d'une ronde à effectuer, 2 heures, après la fin des travaux.

La mention de cette ronde a été ajoutée sur les nouveaux modèles de permis de feu.

Une formation a été réalisée à destination du personnel pour rappeler la nécessité d'enregistrer la réalisation de cette ronde, suite au permis de feu délivrés.

A ce jour, les nouveaux modèles de permis de feu n'ont pas encore été utilisés par le personnel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 8.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

[...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'inspection a interrogé l'exploitant sur les modalités de mise en sécurité du site.</p> <p>A ce jour, l'exploitant n'a pas défini les modalités de mises en sécurité de son site.</p> <p>Il dispose d'une procédure générale du Groupe sur la remise en service des installations après un arrêt de sécurité.</p> <p>Mais, cette procédure n'aborde pas la mise en sécurité du site de Trun.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant formalisera une procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) pour le site de Trun [délai: 1 mois].</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Stratégies d'intervention - procédures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 8.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire de celles-ci. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan des installations avec indication : • des phénomènes dangereux (incendie, explosion, ...) susceptibles d'apparaître, • les mesures de protection définies à l'article 9.1.4 du présent arrêté, • les moyens de lutte contre l'incendie, • les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ; • les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; • la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement dans un stockage de céréales qui sera communiquée aux services de secours.
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'inspection a interrogé l'exploitant sur sa stratégie d'intervention en cas d'accident.</p> <p>A ce jour, les consignes générales du site ne comprennent pas de procédure sur la stratégie d'intervention en cas d'auto-échauffement.</p>

Par ailleurs, l'inspection a fait remarquer à l'exploitant que sa procédure actuelle d'intervention portant sur le traitement d'une élévation de température de 5°C ne prend pas en compte les modalités d'intervention en fonction de la température des grains de céréales et des risques ICPE inhérents aux stockages des céréales.

La procédure d'intervention de l'exploitant présentée relève donc plus d'une procédure visant à assurer une bonne qualité du grain stocké mais il ne s'agit pas d'une procédure d'intervention portant sur les actions à mettre en oeuvre dans le domaine de la prévention des risques ICPE pour le stockage des céréales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant formalisera une procédure sur la stratégie d'intervention en cas d'accident[délai : 1 mois].

L'exploitant formalisera une procédure d'auto-échauffement[délai : 1 mois].

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Programme d'entretien des dispositifs de détection et d'asservissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 9.1.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Appareils de manutention

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs de détection et d'asservissement, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant déclare qu'il ne dispose pas de programme de maintenance pour les dispositifs de détection et d'asservissement pour ses appareils de manutention.

A ce jour, l'exploitant indique procéder à des tests des arrêts d'urgence et des contrôles visuels pour les élévateurs, le transporteur à bande (déport de bande) et la trémie de réception.

Ces contrôles et tests sont réalisés par le personnel du silo.

Le site est équipé de transporteurs à bande. Les caractéristiques anti-propagatrice de flamme de

<p>la bande du transporteur n'ont pas été repérées durant la visite des installations car cette bande n'étant pas située à hauteur d'homme et donc inaccessible.</p> <p>Par courriel du 12/02/2025, l'exploitant a transmis un devis d'une bande du transporteur à bande, suite à l'extension du site (création de 4 cellules).</p> <p>Ce devis date de 1999.</p> <p>Aucune information sur les caractéristiques non propagatrices de flamme n'est mentionnée sur ce devis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant établira un programme de maintenance de ces dispositifs de détection et d'asservissement, spécifiant la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel [délai : 1 mois].</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 13 : Contrôle des dispositifs de sécurité des appareils de manutention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 9.1.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification annuelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>A ce jour, l'exploitant procède à des contrôles visuels et essais des arrêts d'urgence, des déports de bande et la trémie de réception.</p> <p>Ces contrôles et tests sont réalisés par le personnel du silo.</p> <p>La fréquence de ces tests et contrôles est trimestrielle.</p> <p>L'exploitant (responsable du dépôt) déclare que si les contrôles/tests effectués révèlent des écarts, il en informe sa Direction.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas présenté de procédures décrivant les tests et les opérations de</p>

contrôle réalisés par le personnel du silo pour les dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs à bande.

L'inspection a consulté l'enregistrement de ces tests et contrôles relatifs aux appareils de manutention, réalisés de juillet 2024 à ce jour. Il s'agit d'un tableau répertoriant la date et la fréquence entre autres des tests et des contrôles pour les élévateurs, le transporteur à bande et la trémie de réception.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procédera à une maintenance préventive pour l'ensemble des dispositifs de détection et d'asservissement de ses appareils de manutention **[délai: 1 mois]**.

Dans ce cadre, l'exploitant communiquera le rapport de contrôle des dispositifs de détection et d'asservissement et le résultat des tests réalisés pour ces dispositifs de sécurité.

L'inspection rappelle que les tests réalisés doivent notamment:

- vérifier que les installations de manutention ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation limitée à 5 minutes.
- Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement ou après une éventuelle temporisation limitée à 10 secondes.

Il formalisera une procédure décrivant les modalités des tests réalisés pour les dispositifs de détection et d'asservissement de ses appareils de manutention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Installation de dépoussiérage - contrôle annuel des débits d'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 9.1.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport annuel de mesure des débits d'air

Prescription contrôlée :

Un système d'aspiration centralisé est conçu et mis en place de manière à limiter les émissions de poussières dans l'atmosphère. Il est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration) et ses performances correctement maintenues. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs y afférent.

<p>[...]</p> <p>Les installations sont équipées de capteurs pour mesurer la dépression des filtres d'aspiration des poussières avec asservissement à un klaxon local et à un arrêt du ventilateur en cas de défaillance ;</p> <p>Une mesure des débits d'air est réalisée au moins une fois par an afin de contrôler le maintien de l'efficacité du système de dépoussiérage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas procéder à une mesure annuelle des débits d'air pour l'installation de dépoussiérage.</p> <p>Cette installation est équipée de filtres à manches.</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de mesures des émissions atmosphériques pour ce dépoussiéreur, réalisé en 2020.</p> <p>L'objectif de cette campagne de mesure des émissions atmosphériques n'était pas de vérifier le maintien de l'efficacité du système de dépoussiérage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procédera à la mesure des débits d'air pour l'installation de dépoussiérage[délai : 2 mois].</p> <p>L'inspection rappelle que la fréquence de réalisation de la mesure des débits d'air pour l'installation de dépoussiérage est annuelle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 15 : Registre de nettoyage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 9.1.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'inspection a consulté le fichier de suivi du nettoyage des installations pendant la moisson 2024 à ce jour.</p> <p>La fréquence des nettoyages des installations et les dates de nettoyage sont indiquées sur ce registre.</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure de nettoyage des locaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Relevé des températures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 9.1.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des auto-échauffement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.</p> <p>[...]</p> <p>Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède aux relevés périodiques des températures.</p> <p>Le suivi des températures est enregistré informatiquement.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence de végétation en hauteur au niveau de la trieuse du silo vertical.</p> <p>L'exploitant a indiqué que cette végétation est liée probablement à des graines qui sont tombées dans cette partie du silo et qui ont donc poussé avec le temps. Aussi, l'exploitant procédera au nettoyage de cette zone du silo et s'assurera de l'absence d'infiltration d'eau dans cette partie du silo.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Procédure interne de surveillance et d'enregistrement des températures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 9.1.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des auto-échauffement
Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure pour la surveillance générale des céréales. Cette procédure est composée de consignes sur la ventilation des cellules de stockage et la surveillance du grain stocké.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Sondes thermométriques - Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité au dossier de demande d'autorisation
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.
Constats : Les modélisations des phénomènes dangereux établis dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation de 2008 prennent en compte l'existence de sondes thermométriques munies 8 capteurs de température. L'inspection constate que l'enregistrement du suivi des températures des cellules de stockage mentionne l'existence de 6 capteurs de température au lieu des 8 caractérisés dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation. En séance, l'exploitant précise et confirme que les cellules de stockage des céréales sont équipées de sondes de température avec 6 capteurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra en conformité sa silothermométrie conformément à son étude de dangers afin de disposer de 8 capteurs de température pour ces sondes [délai: 2 mois] .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

N° 19 : Incident 2024 -Suivi des mesures mises en œuvre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2009, article 2.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident

Prescription contrôlée :

Dans les 15 jours suivant un accident, ou, sur demande de l'inspection des installations classées, dans les 15 jours suivant un incident, un rapport est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Ce rapport précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'accident, suite à l'incendie du séchoir survenu, en 2024.

Suite à cet incendie, l'exploitant a mis en place des mesures/procédures pour le séchoir:

- rédaction d'un mode opératoire pour l'utilisation du séchoir et la conduite à tenir en cas de départ de feu;
- formation des collaborateurs sur les séchoirs mobiles;
- révision du brûleur et étalonnage de la sonde de température;
- mise en place d'un fichier de suivi de l'activité séchage.

L'inspection a consulté l'enregistrement du fichier de suivi de l'activité de séchage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant intégrera l'entretien du brûleur et l'étalonnage de la sonde de température à son programme de maintenance pour les installations du site.

Type de suites proposées : Sans suite